



Papeete, le 11 juin 2013



**Question orale de M.
Antony Géros à
M. Gaston Flosse, Président
de la Polynésie française.**

M. le Président,

La population qui a voté pour vous est aujourd'hui perplexe. A part reprendre les dossiers et projets menés hier par le gouvernement Temaru, dossiers dont vous disiez le plus grand mal, elle ne voit rien venir.

Les « mardi portes ouvertes » sont une bonne chose. Pas dans le sens où vous l'entendez. En effet aucune nouveauté ici, puisque le gouvernement Temaru lui, recevait les Polynésiens tous les jours. Mais ils sont une bonne chose car ils permettent à ceux-là même qui ont cru en vos promesses de constater que vous leur avez vendu du vent.

Ils sont très nombreux à venir nous voir, pour témoigner de leur déception et de leur étonnement en entendant vos pathétiques excuses sur le ton du « je ne peux rien pour vous, c'est la faute à la réinscription » ...

Mais ma question se situe sur un plan qui lui aussi semble vous échapper. Pendant que vous rêvez de tout refaire « comme avant », et que vous préparez des mesurette, des réformettes, et surtout que vous espérez pouvoir obtenir d'une France exsangue financièrement une nouvelle manne, sans laquelle finalement vous ne savez rien faire... Oui, pendant ce temps-là, un nouveau hold-up se prépare sur le dos du Peuple Ma'ohi.

Je veux bien sûr parler de nos ressources sub-océaniques, des terres rares, des nodules, de cette immense richesse pour laquelle vous avez déjà abdiqué.



Ma question est simple. Le statut que vous ne pouvez ignorer stipule bien qu'échappent à nos compétences toute matière stratégique. Or, si l'on se réfère au décret qui définit, à Paris, cette liste de matières stratégiques, il en ressort que l'ensemble des minéraux qui se trouvent sous notre océan en font partie.

M. le Président, allez-vous, par ce réflexe d'allégeance propre au colonisé hypothéquer l'avenir de ce Peuple, en échange de miettes tout juste bonnes à assouvir vos desseins électoraux ?

Je vous remercie de votre réponse qui, toutefois, dans le carcan de votre autonomie factice n'a pas plus de valeur que celle du plus obscur des petits conseillers du ministère de tutelle de notre belle colonie.

Maururu, te aroha ia rahi.

